

la lettre anticapitaliste



N° 14 - fev. 2016

Notre Dame des Landes: une justice de classe toujours à la botte des capitalistes!

En ce début d'après midi du lundi 25 janvier 2016, la justice de classe frappe à nouveau. Après les condamnations des goodyears à de la prison ferme, après les comparutions immédiates de nos camarades migrants à Calais, après la condamnation de Jacqueline Sauvage, après la criminalisation du mouvement de BDS d'Israël, après les acquittements de policiers meurtriers... la justice a de nouveau montré sa capacité à maintenir un système injuste en place sous les ordres d'un Etat de plus en plus sécuritaire et policier.

Aujourd'hui, la justice nantaise s'attaque encore au mouvement contre l'aéroport de Notre Dame des Landes et son monde. Elle avait déjà interdit de territoire, interdit de manifestation, condamné à des amendes exorbitantes, condamné à des peines de TIG, de prison avec sursis, enfermé des militant-e-s

du mouvement social qu'ils-elles soient étudiant-e-s, précaires, paysan-ne-s, travailleur-euse-s ou chômeur-euse-s. Elle avait déjà saisi les tracteurs et véhicules des dizaines de manifestant-e-s qui avaient participé aux opérations escargot et poursuivi toutes celles et ceux qui ont osé résister.

Elle confirme son acharnement en expulsant sans délais trois familles et l'ensemble des agriculteur-riche-s de la ZAD. Huit familles ont un délai de deux mois. Cette décision inacceptable ne sera pas sans réponse de l'ensemble du mouvement d'opposition à l'aéroport et son monde !

Leur répression ne fait qu'augmenter notre détermination et nos solidarités.

La ZAD vivra, la ZAD vaincra !

Depuis l'été, les offensives de l'État contre la Zad de Notre-Dame-Des-Landes se multiplient (appel d'offre pour la construction du barreau routier reliant les routes Nantes-Rennes et Rennes-Vannes censé desservir l'aéroport, déclarations répétées du gouvernement de son intention de réaliser le projet...). Dans ce climat tendu, la demande de Vinci d'astreintes financières aux habitants « historiques » (11 maisons et 4 fermes concernées) refusant l'expropriation provoque la contestation, pour deux raisons. Tout d'abord parce que la somme demandée par Vinci est très élevée: 200€ par jour et par dossier, certaines exploitations agricoles en cumulant jusqu'à 5. Ensuite, car la décision de la justice sur ce dossier pourrait témoigner de la volonté réelle de l'État d'expulser la Zad.

La date limite pour le déplacement des espèces protégées étant fixée au mois de mars, le gouvernement dispose d'une courte fenêtre d'intervention. Il n'est en effet pas faisable de déplacer les espèces si la Zad est occupée, ce qui conditionne la période d'expulsion des habitants. L'imminence de possibles opérations policières précédant la reprise des travaux entraîne une forte mobilisation des opposants, avec la multiplication des manifestations contre l'aéroport (à Nantes le 9 janvier, à Rennes le 16...), et la réactivation des comités de soutien locaux.

A Rennes, la lutte s'organise autour du « **comité zad** » créé en novembre 2015. Ce dernier a pour but d'opposer une réaction rapide et organisée à une éventuelle attaque contre la Zad, à travers l'organisation de mobilisations en cas d'expulsion, de manifestations de soutien, d'une contre-information et d'un soutien logistique et financier (chantiers, procès...). Le comité Zad a permis de regrouper autour d'un objectif commun des personnes qui n'avaient pas l'habitude de travailler ensemble, et ainsi de créer des liens entre elles.



SUIVEZ L'ACTUALITE POLITIQUE SUR LE SITE INTERNET LOCAL DU

NOUVEAU PARTI ANTICAPITALISTE

<http://www.anticapitaliste-35.org>

<https://www.facebook.com/NPA-Rennes>

Féministes et antiracistes,

tant qu'il le faudra !

Viols et agressions à Cologne le soir de la St-Sylvestre

Une gigantesque séance de harcèlement de rue a eu lieu le soir de la Saint-Sylvestre, à Cologne en Allemagne : viols, attouchements des seins ou de l'entrejambe, vols de téléphones portables ,...

Au total, 821 plaintes ont été déposées, dont 359 pour agressions sexuelles. Les femmes ont été encerclées par de petits groupes d'hommes avant de subir ces agressions, alors que les forces de l'ordre se trouvaient totalement dépassées par les événements, ce qui justifie en partie le silence qui a entouré cette affaire pendant les premiers jours.

Les événements ont été suivis d'un **déferlement de haine raciste**, au prétexte que les agresseurs étaient de jeunes hommes étrangers pour les 31 suspects identifiés (majoritairement Algériens ou Marocains). L'événement, tel qu'il apparaissait dans la presse, associe les violences sexuelles et l'ethnicité de leurs auteurs. Les hommes présents à Cologne ont été présentés comme des migrants économiques, contrairement aux réfugiés accueillis par l'Allemagne, une façon de faire du racisme en séparant les « bons » et les « mauvais » étrangers.

Angela Merkel s'est donc empressée d'affirmer que le Maroc, l'Algérie et la Tunisie devaient être déclarés « pays sûrs » pour accélérer les expulsions. L'Allemagne veut aussi renforcer l'arsenal législatif contre les demandeurs d'asile qui enfreignent la loi.

Les agressions de Cologne ainsi que leurs répercussions ont engendré au sein des communautés arabes et maghrébines d'Allemagne le malaise et la peur d'une stigmatisation devenue encore plus présente et pesante.

Les nationalistes se déchainent, utilisant la présence de réfugiés parmi les suspects pour justifier leur racisme.

Les féministes allemandes se sont rassemblées à Cologne dans le but de protester contre ces agressions, mais également contre l'amalgame étranger/voleur qui fait le jeu de l'extrême droite :

« pas de violences contre les femmes, ni à Cologne ni à la fête de la bière » répètent-elles.

En effet, la culture du viol n'est pas un phéno-

mène importé mais bel et bien ancré dans la culture occidentale. La Fête de la bière en est l'un des exemples les plus criants : les femmes y subissent paroles vulgaires, mains baladeuses, demandes insistantes, mais également viols multiples. L'année dernière 13 plaintes pour viol et 18 pour agressions sexuelles ont été déposées suite à l'oktoberfest. On y retrouve aussi les mêmes types de violences commises en groupe, à moindre échelle.

De plus, les arguments donnant aux migrants d'origine arabe ou maghrébine le monopole du sexisme sont d'autant plus irrecevables que notre société présente le corps des femmes européennes comme des consommables, affichés dénudés sur les murs du métro. On impose aussi aux migrants, dans des stages d'accès à la nationalité en Allemagne ou en Suisse, le visionnage de femmes occidentales dénudées pour leur demander s'ils en acceptent le modèle.

Nous refusons de taire ou de minimiser la gravité des actes commis le soir du 31 décembre, mais **nous dénonçons également l'instrumentalisation de ces crimes**, laissant penser que la violence machiste est un fait étranger à nos sociétés, qu'il suffirait de fermer nos frontières pour nous en prémunir, alors qu'il n'en n'est rien, et tenir ce discours c'est occulter la réalité du quotidien des femmes.

Il ne s'agit pas de trouver des excuses à qui-conque ou de hiérarchiser les problèmes. La lutte contre les violences patriarcales doit être une priorité et l'indignation ne doit donc pas être sélective. Le lien entre féminisme et antiracisme est indéniable car la supposée infériorité des femmes ou des personnes racisées provient de la même matrice patriarcale incarnée par des hommes hétérosexuels, cisgenres, blancs, issus des classes dominantes.

Ne nous attardons pas sur de faux-débats visant à instrumentaliser à des fins politiques ces événements odieux en stigmatisant des catégories de la population, et attelons-nous d'urgence à l'enjeu que représentent l'éducation des garçons au consentement, la mobilisation pour l'égalité et la lutte contre les violences sexuelles.

Pour prendre contact avec le NPA à Rennes

npa.rennes@anticapitaliste-35.org

<https://www.facebook.com/pages/NPA-Rennes/>

COP 21 continuer à danser sur le volcan !

Comment ne pas réagir avec colère devant le scandale de la COP 21?

Alors que les catastrophes climatiques s'enchaînent, alors que l'année 2015 a été la plus chaude du siècle, comme 2014 avant elle, alors que des millions d'individus sur la planète voient leurs conditions de vie de se dégrader constamment sous l'impact des pollutions diverses liées aux activités industrielles, aux transports, à l'agriculture intensive, les grands de la planète ont tranché : « as soon as possible » !

Ainsi, « **dès que possible** », on va réduire les émissions de CO2, « **dès que possible** » on va réduire les polluants rejetés, « **dès que possible** » on va chasser les voitures polluantes des villes...

Les lobbies ont gagné. Ceux qui voulaient protester ont été encagés et matraqués pour cause d'état d'urgence. Une fois de plus médias et politiques main dans la main ont chanté les louanges de la grande conférence de Paris en cachant cette triste réalité : un échec patent, un recul grave.

La politique d'étalement urbain va continuer, chassant les familles des villes (2/3 vivent dans les banlieues selon l'INSEE). Ceux qui doivent le plus se déplacer (travail, enfants, loisirs...) sont ceux qui sont le plus éloignés des équipements et des transports en commun; ils doivent prendre des voitures dont les constructeurs trichent avec les normes (déjà insuffisantes...). Mais la loi du capitalisme immobilier est la règle: « *t'as pas de sous, tu jartes à*

la campagne ! »

Pendant la COP, le préfet des Alpes maritime a autorisé l'épandage des boues rouges de l'usine de Gardanne dans la fosse de Casidaigne en Méditerranée. Pendant la COP 21, les pétroliers continuent la fracturation hydraulique en Oklahoma, menaçant le plus grand centre de stockage de pétrole des Etats-Unis (60 millions de tonnes de brut) d'un tremblement de terre ...

Bref, « business as usual » pour le capitalisme international ... et la planète continue de souffrir, les hommes supportent et les médias enterrent !

Le NPA a pris toute sa place dans les mobilisations contre le réchauffement climatique, il ne faut pas s'arrêter à la COP 21, les mobilisations doivent se poursuivre et dénoncer ce mensonge d'Etat.

pour la défense des libertés syndicales

La CGT 35 appelle à se rassembler

JEUDI 4 FEVRIER 2016 à partir de 11 h 30

devant la plateforme colis postal, 2 rue du Gros Guillaume au Rheu

Le 23 décembre 2015, deux agents de la plate forme colis postal du Rheu ont reçu leur lettre de licenciement en guise d'étrennes. « Ils n'auraient pas été assez aimables avec leurs collègues », voilà ce que leur reproche en substance la Poste après une parodie de conseil de discipline. En fait, militants CGT et SUD, ils sont les coupables désignés d'office d'une direction qui ne supporte plus l'opposition syndicale et qui veut installer la peur et la violence institutionnelle dans les services. C'est inacceptable !

- ◆ **Exigeons la réintégration des deux postiers de la Poste du Rheu.**
- ◆ **Exigeons la levée de toutes les sanctions qui frappent celles et ceux qui défendent leur emploi**
- ◆ **Exigeons des droits nouveaux institutionnels et collectifs appuyés sur le code du travail dans chaque entreprise**
- ◆ **Exigeons la relaxe des huit syndicalistes de Goodyear**

Ce n'est qu'un début, CONTINUONS LE COMBAT !

Dès le soir des attentats de Paris du 13 novembre, Hollande n'a eu comme seule réponse à cette odieuse attaque, des mots de guerre. En décrétant l'état d'urgence directement et le faisant voter par le Parlement (où seul 6 députéEs ont voté contre), le gouvernement socialiste a placé la France dans un état d'exception permanent.

Ces mesures liberticides et ce cadre judiciaire sont autant d'atteintes aux libertés fondamentales (assignations à résidence de militants écologistes, arrestations arbitraires et discriminantes, préfet et policiers qui se substituent au pouvoir judiciaire...) et n'auront évidemment aucun impact dans la lutte contre le terrorisme.

En voulant inscrire la déchéance de nationalité dans la Constitution, Hollande et Valls appliquent carrément le programme du FN : ce n'est pas tant l'application de cette peine qui est importante pour eux mais montrer au peuple qu'ils prennent des initiatives sécuritaires à la hauteur de ce que ferait la droite et l'extrême droite, mais aussi et surtout, en créant 2 catégories de français, c'est créer un « eux » et un « nous » qui ne peut amener qu'à la haine.

Dès le mois de novembre à Rennes des organisations politiques (AL, Ensemble, Fédération Anarchiste, NPA, Parti de Gauche, Parti Pirate) se sont retrouvées pour créer un cadre commun de lutte et organiser la résistance. Après un appel large aux organisations du mouve-

ment social, mais aussi aux militantEs des luttes écologistes (ZAD), antiracistes (collectif de soutien aux sans papiers), nous nous sommes réunis à plus de 120 pour une première réunion de ce qui deviendra le collectif contre l'état d'urgence.

Ce samedi 23 janvier nous étions donc près d'un millier dans les rues de Rennes pour cette première initiative contre l'état d'urgence. Suivi par un dispositif policier d'envergure (nombreux camions, hélicoptère...) nous avons déambulé de la dalle Kennedy à la préfecture de région puis aux Lices aux rythmes des slogans « *contre l'état d'urgence, assignés à résistance* », « *état d'urgence, état policier, vous nous empêcherez pas de manifester* » ou encore « *de Malik à Rémi, Zyed et Bouna, à bas la violence d'Etat* ».



D'ors et déjà les organisations et personnes impliquées dans ce collectif ont décidé de se revoir pour organiser la suite. Et nous serons de nouveau dans la rue dès le 6 février à l'occasion du carnaval pour la ZAD de Notre Dame des Landes.

Ce n'est qu'un combat, continuons le début.

Notre hebdomadaire l'Anticapitaliste est disponible aux Champs Libres à Rennes, au rayon presse au rez-de-chaussé. Mais le meilleur moyen de le recevoir est de s'y abonner !
<http://www.npa2009.org/node/40123>